

Seminaire Education-Formation-Emploi

15-18 Novembre, 1989

N'DJAMENA - TCHAD

**Écoles Professionnelles: État et
promoteurs locaux lancent un
projet de qualification des ressour~~ces~~
humains.**

Joaquim Azevedo

Portugal

Portugal: indicateurs de base

Le Portugal a une superficie totale de 91,985 Km² et sa population est de 10 millions d'habitants. La République Portugaise est un État de droit démocratique, fondé sur la souveraineté populaire.



L'économie portugaise est caractérisée par la vulnérabilité de son patron de spécialisation: les secteurs traditionnels tiennent un poids dominant dans la distribution sectorielle des principales activités économiques et dominent aussi les exportations - textiles et vêtements, industries alimentaires et industries du bois - et sa débilite principale se trouve dans les secteurs des electromécaniques et, en particulier, à la production des biens d'équipement.

La structure du PIB, en 1983, était la suivante: secteur primaire, 8,1%, secteur secondaire, 38,1% et secteur tertiaire, 53,8%. Les petites et moyennes entreprises représentent 69% des établissements et 63% de l'emploi total de l'industrie transformatrice. Les très petites entreprises représentent plus de la moitié de l'univers des entreprises, en y prédominant les secteurs du mobilier, des vêtements, de l'agro-alimentaire et des matériaux plastiques. Les grandes entreprises, qui concernent seulement 1,8% des établissements, équivalent à 33% du volume de l'emploi.

Il y a de très grandes asymétries régionales et on vérifie une situation de déséquilibre structurel: dans 5 régions on produit 4/5 de la valeur du produit industriel et 10 régions (dans un total de 18) apportent moins de 7% à ce total là.

On est en train d'observer une révilatisation du secteur exportateur mais la "spécialisation" portugaise continue à se fonder sur les industries traditionnelles, surtout travail-intensives, avec un faible niveau technologique, dans lesquelles le Portugal présente des avantages comparatives à cause du bas niveau relatif des salaires.

Emploi et main-d'oeuvre

La structure de l'emploi présente encore un fort poids du secteur primaire (21%) par opposition au secondaire (36%) et au tertiaire (43%) et un taux d'emploi féminin de 42%. Le chômage atteint 6% de la population active. En 1985, les professionnels demi-qualifiés et non qualifiés et les apprentis remplissaient 49% de l'emploi alors que les cadres moyens et supérieurs restaient dans les 3,8%. Le manque de personnel d'encadrement et de cadres techniques hautement qualifiés est évident dans la structure de l'emploi de ces années 80.

La structure des qualifications révèle une grande faiblesse ce qui constitue un des principaux obstacle au procès de modernisation de l'économie portugaise.

En effet, 89% des entreprises, dans l'industrie transformatrice n'ont aucun travailleur avec une formation académique supérieure dans une spécialité scientifique ou technique et environ 70% de la main-d'oeuvre ne dépasse pas 4 ou 6 ans de scolarité.

Moderniser, dans ce contexte, pose le problème central de bâtir des stratégies de gestion de main-d'oeuvre e de qualification des ressources humaines.

L'accroissement des qualification vient associé à la transition de la compétitivité-prix à la compétitivité-produit puisque cette transition sera nécessairement soutenue par l'assimilation de technologies nouvelles e par les transformations organisationnelles et de gestion des entreprises.

Dans ce contexte les cadres moyens ont une importance déterminante car ils se présentent comme de vrais animateurs de la modernisation.

Modalités nouvelles de formation technique

Cependant, le Portugal, depuis le début des années 70, a tout à fait laissé tomber la formation initiale technique et professionnelle. Celle ci, accusée de renforcer les inégalités sociales et économiques, a été bannie sans que soit mise en oeuvre une alternative.

C'est seulement en 1986 qui réapparaissent sur le marché du travail les premiers diplômés. A ce moment il y a environ 28.000 jeunes dans tout le pays en procès de formation, ce qu'équivaut à 9% des fréquences scolaires après les 9 années de scolarité générale.

Deux voies de formation contribuent pour le développement de ces alternatives: l'Enseignement Técnico-Professionnel, intégré aux études secondaires de deuxième degré et les Écoles Professionnelles, une nouvelle modalité de formation non régulière.

Les Écoles Professionnelles viennent de démarrer cette année - 50 écoles - distribuées par tout le pays et fruit de l'initiative locale de colectivités, entreprises, associations d'entrepeneurs, associations professionnelles, culturelles, fondations et aussi de l'administration locale.

Les Ecoles Professionnelles

Ces nouvelles écoles parient sur plusieurs axes structurants :

- a) elles sont nées grâce à l'initiative de la société civile à laquelle l'Etat ne donne que l'appui technique et financier. L'Etat ne pourra pas (et n'y arriverait jamais) continuer à être le seul à avoir l'initiative, centralement. On parie sur la décentralisation et l'autonomie en tant que procès qui conduira à une plus grande adéquation de l'offre de formation;
- b) elles s'appuient sur l'initiative locale, dans la mesure où elles sont des projets inclus dans la dynamique socio-économique locale en tant que réponse à des besoins concrets de qualification et d'emploi éprouvés localement; on prévoit des schémas variés d'alternance entre le centre de formation et l'entreprise et l'existence de stages dans les locaux de travail.
- c) elles constituent une forme de diversification de l'emploi dans les milieux ruraux où les jeunes générations envisagent de moins en moins ~~un~~ un avenir lié à l'activité agricole et rurale; elles peuvent donc devenir un facteur de fixation des générations plus jeunes dans les milieux ruraux;
- d) elles résultent, préférablement, du groupement de plusieurs partenaires socio-économiques locaux. Cette concertation locale s'est révélée très importante, non seulement à cause de l'entraide sur l'exécution des projets, mais à cause des plus grandes potentialités d'insertion socio-professionnelle et d'emploi, apportées par les promoteurs associés;
- e) d'un autre côté, les écoles professionnelles offrent des cours organisés par des modules qui se suivent hiérarchiquement, en permettant la progression de l'apprentissage à des rythmes différenciés et la pratique de systèmes d'évaluation véritablement formatives et non plus de pratiques de sélection obsolètes;
- f) ils offrent un certificat scolaire et professionnel. Toute formation est créditée soit en vue de progression dans l'enseignement régulier, soit pour l'évolution dans des niveaux supérieurs de qualification professionnelle. La formation technico-professionnelle ne devra pas être un cul-de-sac sous peine de stagnation sociale, suivie de manque d'adhésion des jeunes et de ses familles.

Voilà les principaux axes structurants résumés, en suite, dans la figure 2:

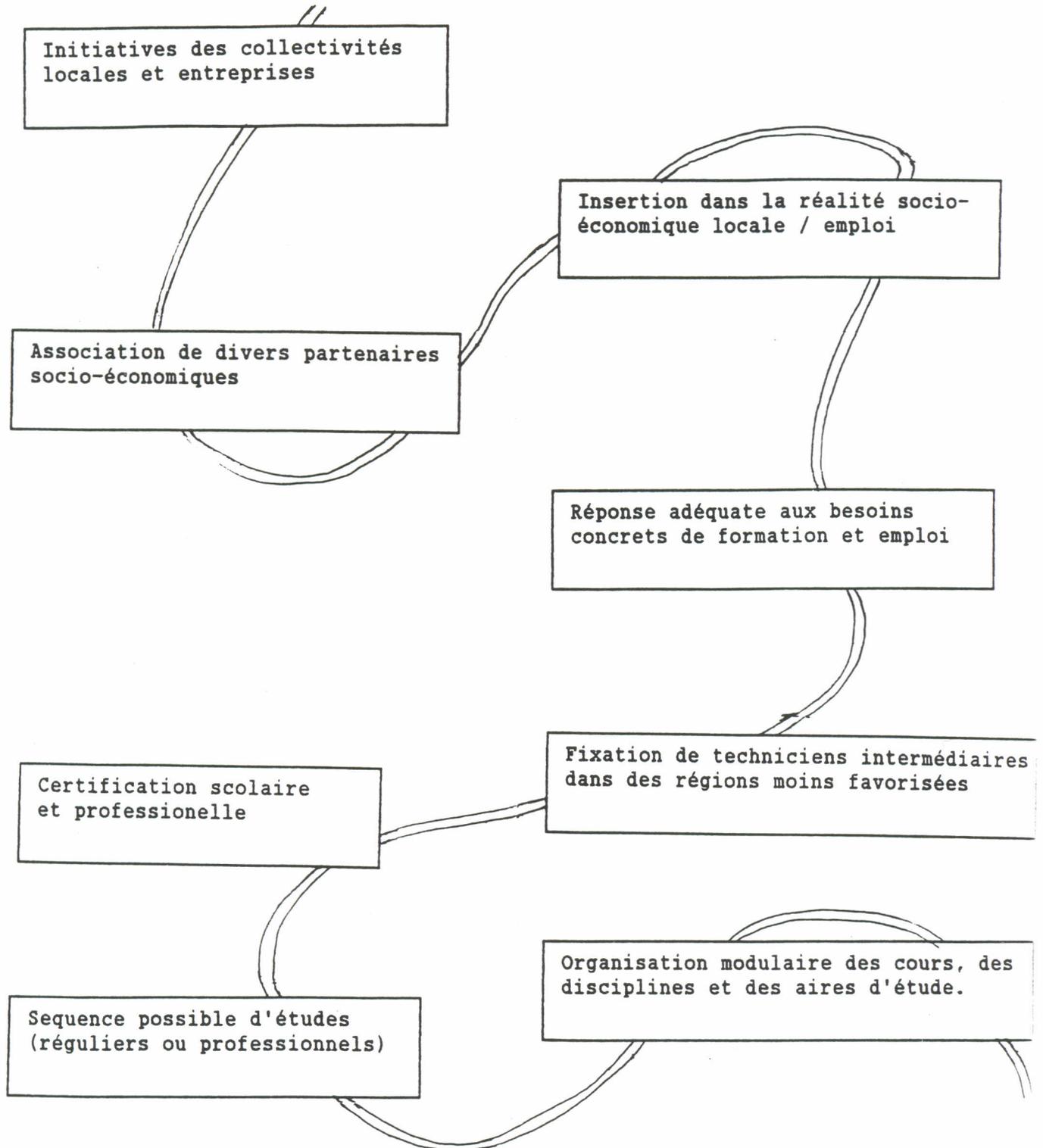


Fig.2 - Éléments structurants des Écoles Professionnelles

L'incertitude et la formation technique et professionnelle

Un des principaux problèmes de ce projet c'est celui de la préparation de jeunes techniciens pour un avenir chargé de doutes au point de vue technologique, professionnel et social.

En effet, on méconnaît plusieurs facteurs trop importants: est-ce que le jeune technicien obtiendra un emploi et, dans ce cas, est-ce qu'il sera ajusté à la formation initiale réalisée?; Vaut-il maintenir longtemps cet emploi, puisque on peut prévoir quelques changements d'emploi et de profession pendant sa vie professionnelle? Aujourd'hui, requalification et reconversion sont des caractéristiques des temps de mutation accélérée que nous vivons.

Ainsi, former un professionnel qualifié pour exercer 85% de son activité au XXI siècle, veut dire qu'on doit se poser la question principale de savoir laquelle ou lesquelles sont les bases solides de cette formation technique et professionnelle.

Ce projet met particulièrement en valeur une formation socio-culturelle et scientifique bien structurée constituant un corpus de connaissances et de capacités qui demeure en tant que clé de lecture et porte d'accès à de nouveaux problèmes, nouveaux besoins et même nouveaux emplois.

Nous avons donc décidé de prendre le risque d'inclure un ensemble de matières et d'aires qui totalisent presque 50% du plan d'études.

Le rôle de l'État

Le Ministère de l'Éducation et les autres Ministères engagés dans ce Projet (Emploi, Agriculture, Industrie et Commerce) ont célébré un contrat-programme avec les entités locales où sont spécifiées les responsabilités de chaque côté et assurés les supports de l'État.

Ceux-là se sont montrés importants malgré la logique d'autonomisation sous-jacente. D'abord, les appuis techniques: identification des profils professionnels, conception et développement de la structure curriculaire, accompagnement pédagogique des projets. La qualification de base des formateurs et sa formation permanente sont aussi incluses aux aires d'appui technique. A ces niveaux, le rôle de l'État c'est d'être régulateur plutôt que producteur de règlements, en se réservant donc l'orientation du projet dans tout le Pays.

Le support financier est accordé selon un système de bourses d'étude qui soutiennent principalement les frais de fonctionnement. Les promoteurs locaux sont les premiers responsables de la participation aux frais relatifs aux infrastructures et

équipements. L'État a aussi créé des lignes de crédit bonnifiées à la portée des promoteurs pour rendre plus facile l'acquisition de ceux-là.

En plus, l'État se réserve aussi un rôle de correction des asymétries régionales et sociales et de lancement et soutien particulier à la formation de techniciens de niveau moyen pour les nouvelles aires de pointe, plus onéreuses et risquées sous le point de vue socio-économique (ex. techniques multimédia, théâtre,...)

Dans les années 90, la décennie de l'Éducation au Portugal, on doit beaucoup espérer du résultat de ce projet des Écoles Professionnelles. La société civile, les collectivités et les institutions locales, d'une forme articulée avec l'État, attribuent à celui-là un rôle stratégique dans la formation de la main d'œuvre trop peu qualifiée et dans l'insertion professionnelle et l'emploi, en ayant en vue la réorganisation du tissu des entreprises et des activités économiques.